

A Chiasso, la cohabitation avec les requérants d'asile est toujours plus tendue

Le sentiment d'insécurité augmente au sud du Tessin, où le nombre de réfugiés est considéré comme disproportionné par rapport aux capacités d'accueil. La commune lance un cri d'alarme à Berne

Une douzaine de jeunes hommes basanés, baskets, pantalons de jogging, téléphone et cigarette à la main, boivent des bières, discutent. Le ton monte, certains en arrivent aux mains, les forces de l'ordre débarquent pour rétablir le calme. Un jour comme un autre à la piazza Indipendenza de Chiasso, commune frontalière au sud du Tessin.

PUBLICITÉ

Devant la place, la propriétaire du restaurant Indipendenza, Soler Maria José, est exaspérée. «On doit appeler la police tous les jours; il y a des bagarres, ils urinent n'importe où, ils font des commentaires grossiers sur les passantes; les clients ont peur et s'en vont», déplore-t-elle. Chiasso a toujours été hospitalière, souligne-t-elle, «mais là, le point de saturation est atteint».

Au kiosque devant la gare, le tenancier ne mâche pas ses mots: «On a un immense problème. Ici, le soir, on en voit de toutes les couleurs; du trafic de drogue, des rixes... On ne se sent plus en sécurité. Et je ne peux pas vous dire pour combien de francs on m'a volé ces derniers temps; du jamais-vu en 34 ans d'activité!»

Incivilités

A 200 mètres de là, à la mairie de Chiasso, Sonia Colombo Regazzoni, cheffe du Département du territoire et de la sécurité publique, ne cache pas sa contrariété. «Alors que l'accord avec la Confédération était fixé à 350, au sud du Tessin on se retrouve actuellement avec plus de 600 requérants d'asile; nous ne réussissons plus à les absorber.» Outre le nombre, la typologie des migrants pose problème, précise la PLR: pour la plupart, ce sont des jeunes hommes âgés d'entre 20 et 30 ans, venant du Maghreb – «où il n'y a pourtant pas de guerre».

«Ces gens ont des droits, mais aussi des devoirs; ceux de respecter notre culture, nos structures et nos lois.» Certains passent leurs journées à se saouler sur la place publique, ils hurlent, se battent, laissent leurs canettes vides et mégots au sol, détaille-t-elle. «Les mères qui amènent leurs enfants dans les quatre terrains de jeux de la commune ne se sentent plus à leur aise et n'y vont plus.» Selon le règlement, ces gens devraient être au centre de requérants d'asile pour 18h, indique-t-elle, «mais ce délai n'est pas respecté».

La situation se dégrade et le climat d'insécurité se propage, s'inquiète Sonia Colombo Regazzoni. «On a eu un nombre invraisemblable de cambriolages dans les voitures, de vols d'alcool dans les commerces, de vols de sacs dans la rue... La police constate les faits, ramène les auteurs au centre et, deux heures plus tard, ils sont à nouveau dans la rue.» Entre le 1er janvier et le début de la semaine dernière, 360 interventions policières ont concerné des requérants d'asile. «Une utilisation disproportionnée des ressources publiques; nos agents ne peuvent pas être les babysitters des migrants, les priorités sont ailleurs.»

Appel au Conseil fédéral

Depuis trente ans – depuis la guerre dans les Balkans –, Chiasso a toujours été en première ligne pour l'accueil, rappelle-t-elle. «Mais là, à cause d'une minorité problématique, les résidents deviennent intolérants envers tous les migrants. Chiasso lance un cri d'alarme pour que des dispositions soient adoptées avant que quelque chose de grave ne se produise», signale-t-elle, tout en déplorant qu'à Berne «on ne semble pas bien comprendre la situation sur le terrain».

La conseillère municipale relève par ailleurs que les requérants se plaignent des structures vétustes où ils logent. «Pour cela, je les soutiens totalement; dans certains cas, les conditions sont indécentes, pas du tout adaptées pour l'accueil à long terme, d'autant plus que ces sites sont surpeuplés.»

Mi-juillet, la députation tessinoise à Berne a adressé une missive au Conseil fédéral, réclamant son intervention au sud du Tessin pour sortir de l'impasse. «Indépendamment de la couleur politique, nous sommes tous d'accord pour reconnaître qu'il y a un malaise», souligne la conseillère nationale Greta Gysin (Vert·e·s). «Les conditions ne sont pas adaptées pour accueillir le grand nombre de requérants d'asile actuel. Tant les migrants et le personnel qui s'en occupe que la population pâtissent de la situation», déplore-t-elle, rappelant que trois requérants se sont suicidés en un an.

Lire aussi: [Au Tessin, les passeurs sont toujours plus nombreux, les victimes de traite d'êtres humains aussi](#)

Porte-parole du SEM, Anne Césard fait valoir qu'au Tessin, selon des conventions passées avec le canton ainsi qu'avec les communes concernées, l'organe fédéral dispose d'un maximum de 650 places pour des requérants d'asile, réparties entre Chiasso, Balerna et Novazzano. «Parmi ces places, 300 sont prévues dans le cadre de la planification d'urgence pour l'asile. Celles-ci étaient initialement pensées pour 36 heures avant un transfert vers un centre fédéral traitant la procédure d'asile. Or, dans le contexte de la pandémie, puis de la crise migratoire ukrainienne et de la forte augmentation des demandes d'asile, toutes les infrastructures d'urgence de ce type ont dû être utilisées différemment, et cela pas qu'au Tessin», explique Anne Césard. Qui précise enfin que le plan d'urgence pour l'asile «est en cours de révision pour tenir compte des expériences des dernières années».